

**Objet : Réponse à la consultation publique n°2025-15 du 11 décembre 2025 relative à la procédure de traitement des demandes de raccordement des installations de stockage au réseau public de transport d'électricité dans les zones à gabarit.**

## Question 1 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle il n'est pas souhaitable qu'un nombre restreint d'acteurs puisse réserver l'ensemble de la capacité disponible dans les zones à gabarit ?

L'analyse de la CRE est pertinente pour éviter une monopolisation des capacités à un nombre restreint d'acteurs. Toutefois, en tant qu'acteurs développant exclusivement des projets en HTA, nous souhaitons souligner :

- Il n'est pas souhaitable que la **capacité disponible du réseau soit réservée uniquement à des acteurs du réseau de transport**. En l'état, les projets décentralisés sur les réseaux de moyenne et de basse tension peuvent être bloqués par la réservation de capacité sur le réseau de transport.
- Il n'est pas souhaitable qu'un nombre restreint d'acteurs puisse réserver l'ensemble de la capacité disponible dans les **zones à gabarit et dans les zones sans gabarit**.

## Question 2 : Êtes-vous favorable au processus envisagé par la CRE ?

Le processus envisagé par la CRE reste insuffisant pour permettre un accès équitable au réseau entre les acteurs du stockage sur les réseaux de transport et de distribution.

En l'état, la procédure envisagée perpétue l'inverse d'une logique souhaitable : elle conditionne la viabilité d'un projet à l'accès à une capacité de raccordement, alors que ce devrait être la maturité et la complétude d'un projet qui devraient ouvrir droit à cette capacité.

La différence de processus de raccordement en HTB et en HTA, combinée à la mise en place de Cartostock, a créé une rupture d'égalité des chances de développements des projets. En effet, les capacités de raccordement sont publiées à date fixe sur Cartostock, permettant aux acteurs HTB de réserver immédiatement des capacités. En revanche, les acteurs HTA, qui dépendent de l'obtention d'une autorisation d'urbanisme (permis de construire principalement ou déclaration préalable pour les projets de faibles puissances), partent avec un retard structurel. Ce délai, bien que nécessaire pour garantir la légalité et la qualité des projets, devient un handicap face à la course aux capacités.

Les réservations massives de capacités en HTB dès le premier jour de la mise à jour de Cartostock, en Mars 2025, génèrent des "projets fantômes" : des réservations qui ne donneront jamais lieu à des réalisations concrètes. Ces réservations bloquent inutilement des capacités et entravent le développement de projets réels, prêts à être déployés. Elles faussent également la file d'attente, en défaveur des acteurs sérieux, qu'ils soient en HTA ou en HTB.

Afin de rétablir une équité de développement entre tous les acteurs, qu'ils interviennent en HTB ou en HTA, il est urgent d'identifier les projets fantômes et de les **purger de la file d'attente**. Les projets autorisés en

construction doivent légitimement pouvoir accéder à la réservation de capacité, indépendamment du réseau concerné.

**Question 3 : Êtes-vous favorable à ce qu'un même demandeur ne reçoive pas de PTF en premier sur plus de 20 % (arrondi à l'entier supérieur) des postes en concurrence sur l'ensemble des postes éligibles à une ORO à gabarit faisant l'objet d'une même publication par RTE ?**

Cette mesure vise à répondre à une problématique plus large, qui devrait être traitée en priorité : la réservation de capacités est devenue un objet spéculatif en raison des règles de réservation de capacité actuellement applicables sur le réseau de transport. Des règles de réservation de capacité claires, basées sur l'obtention d'un permis de construire, au même titre que pour les demandes de raccordement sur le réseau de distribution, permettraient de réduire automatiquement le volume de demandes.

Il ne revient pas à la CRE de définir des quotas d'attribution de capacité ; les acteurs doivent être départagés sur la base de la qualité de leur travail et de leur professionnalisme. Le passage d'un processus de sélection « premier arrivé, premier servi » doit être remplacé par un principe de « premier prêt, premier servi ».

L'harmonisation des critères d'obtention du T0 entre les réseaux HTA et HTB est indispensable afin d'assurer une équité de traitement entre les acteurs du stockage.

L'argument selon lequel la durée de développement des projets HTB serait supérieure et plus engageante que celle des projets HTA, ce qui expliquerait les différences de traitement entre les demandes de raccordement sur ces deux réseaux, n'est pas recevable, dès lors que pour accéder à une demande de raccordement engageante, les porteurs de projets HTA doivent jouir d'un foncier sécurisé ainsi que d'une autorisation d'urbanisme (durée de développement d'environ un an à minima), tandis que les porteurs de projets HTB peuvent uniquement payer une somme forfaitaire. Toutefois, même en considérant une demande de PTF réalisée simultanément entre porteur de projet HTA et HTB, le GRD doit quand même demander des études d'insertion sur le périmètre d'extension. Cela implique pour un même instant de demande de PTF (obtention du T0) que les projets HTB seront traités en priorités (car le GRD doit proposer une solution unique de raccordement avant de consulter RTE). Un projet HTA ayant obtenu toutes les autorisations administratives sera de ce fait toujours traité en second.

**Question 4 : Considérez-vous qu'il serait préférable de limiter la puissance de raccordement pour laquelle un opérateur pourrait recevoir une PTF en premier plutôt que le nombre de PTF?**

Nous ne nous prononçons pas sur cette question car elle ne concerne pas les projets raccordés en HTA.

**Question 5 : Êtes-vous favorable au délai d'une demi-journée entre les envois de PTF concurrentes ?**

Nous ne nous prononçons pas sur cette question car elle ne concerne pas les projets raccordés en HTA.

## Question 6 : Avez-vous une autre proposition concernant les modalités du séquençement de l'envoi des PTF dans les zones à gabarit ?

Nous ne nous prononçons pas sur cette question car elle ne concerne pas les projets raccordés en HTA.

## Question 7 : Avez-vous des remarques complémentaires ?

Les inégalités structurelles entre les stockeurs HTA et HTB, exacerbées par des outils comme CartoStock et des procédures déséquilibrées, menacent aujourd'hui la crédibilité et l'efficacité du développement du stockage en France. Nos observations et propositions visent à rétablir une équité indispensable pour atteindre les objectifs de décarbonation et de résilience du réseau.

La publication de CartoStock constitue, selon nous, une erreur grave de la part de RTE. Contrairement à des outils comme Caparéseau, qui sont intégrés aux documents techniques de référence (DTR) et encadrés par des procédures validées, CartoStock est apparu sans base réglementaire claire ni cadre technique formel. Cet outil cartographique, bien que présenté comme une avancée pour le développement des projets stockages, n'a jamais été officiellement acté dans les textes réglementaires, à ce titre n'est donc pas opposable. Son émergence semble davantage répondre à une pression conjoncturelle des acteurs du stockage — en quête de visibilité sur les capacités disponibles — qu'à une planification rigoureuse et équitable du développement du réseau. Le format et la méthode retenus ont favorisé un comportement opportuniste, dans lequel le principal avantage revient aux acteurs capables de verser un acompte dans les délais les plus courts. Les projets dits « fantômes » soumis à RTE font abstraction des contraintes techniques et administratives propres aux projets de stockage stationnaire de forte puissance. Cette situation décrédibilise l'ensemble des professionnels sérieux de la filière, qui voient leurs efforts et leur rigueur compromis par des pratiques spéculatives.

Par ailleurs, la réservation massive de capacités du réseau au profit de systèmes de stockage raccordés au réseau de transport a des répercussions plus larges, en affectant directement les développeurs de projets raccordés au réseau de moyenne tension.

Nous tenons à alerter sur les iniquités de traitement systémique et documentée entre les stockeurs HTA et les stockeurs HTB lors :

- De l'accès au réseau,
- De l'instruction de la demande de raccordement,
- De la gestion des files d'attente,
- De l'identification et de la mise à disposition des capacités HTB nécessaires pour les projets HTA,
- De l'application différenciée des règles techniques, documentaires et tarifaires.

Cette situation crée une distorsion de concurrence manifeste, ainsi qu'un déséquilibre structurel à l'encontre des stockeurs HTA, aboutissant :

- A des écarts structurels d'accès réseau,
- A un blocage des capacités disponibles du fait de projets « fantômes »,
- A l'impossibilité pour les stockeurs HTA de bénéficier à date d'offres de raccordement à limitation de puissance pourtant historiquement disponibles en HTB,
- A l'application de critères d'entrée en fil d'attente (T0) non harmonisés entre HTA et HTB,
- A des refus de raccordement ou propositions dégradées basés sur des hypothèses maximalistes ne tenant pas compte de la flexibilité technique du stockage.

Nous demandons à la CRE, à RTE et aux GRD de prendre conscience que l'évolution du réseau électrique nécessite de remettre en question les méthodes et les processus actuellement en vigueur. Les restrictions d'accès au réseau public concernent aujourd'hui autant les consommateurs, les stockeurs que les producteurs, et ce sur l'ensemble des régimes de tension. Il est urgent de consulter les professionnels de la filière afin de proposer une mise à niveau des conditions d'accès au réseau qui soit équitable, soutenable et en accord avec les ambitions de décarbonation de la consommation énergétique française.

**Nous demandons en conséquence à la CRE, à RTE et aux GRD une harmonisation des critères d'entrée en file d'attente et une purge de la file d'attente des projets ayant réservé des capacités sans disposer de ces critères révisés.**

### **Exposé des motifs**

Les iniquités et les différences de traitement évoquées repose notamment sur :

- 1/ Le non-respect de l'exigence d'équité dans le traitement des demandes, laquelle impose aux gestionnaires de réseau d'appliquer des critères objectifs, transparents et uniformes à l'ensemble des utilisateurs.
  - o Critères de T0 divergents (autorisation d'urbanisme obligatoire en HTA / Simple versements tarifaires en HTB)
  - o Réservation capacitaire en HTB prioritaire et durable, bloquant l'accès aux acteurs HTA
  - o Absence d'outils de transparence réseau opposables pour le raccordement de projets HTA intégrant les contraintes HTB
  - o Absence historique d'offres de raccordement alternatives pour le stockage en HTA, pourtant existantes en HTB.
- 2/ Des procédures HTA non harmonisées et opaques
  - o Exigences documentaires variables selon les directions régionales d'Enedis,
  - o Délais d'études HTA dépassant systématiquement les délais réglementaires,
  - o PRAC HTA payants, non engageant, rarement exploitables du fait de l'évolution rapide des réseaux.
- 3/ Une absence de prise en compte des spécificités du stockage
  - o Etudes systématiquement basées sur la puissance maximale, sans prise en compte de la flexibilité du stockage avec un caractère contracyclique possible. En effet, historiquement sur le réseau HTA il n'existe pas d'offre de raccordement à modulation de puissance.
  - o Refus d'accès ou d'études malgré des capacités théoriques disponibles via les outils de transparence réseau.
- 4/ Des effets de saturation artificielle du fait de projets HTB non aboutis
  - o Paiement de la somme forfaitaire et de l'acompte de la PTF permettant d'occuper la file d'attente sans réelles contraintes,
  - o Absence de mécanisme de purge fiable des projets inactifs.

L'ensemble de ces constats met en évidence un déséquilibre **structurel** en faveur des projets HTB, au détriment de projets plus décentralisés en HTA, pourtant susceptibles de contribuer plus efficacement à l'équilibrage du réseau et à la levée des contraintes, tant en injection qu'en soutirage.

**Nous proposons dans le cadre de cette concertation huit recommandations concrètes. Ces recommandations visent à améliorer les processus de raccordement et garantir une équité entre les acteurs HTA et HTB :**

**1. Harmonisation et simplification des procédures (HTA/HTB et inter-GRD)**

- 1.1. **Harmoniser HTA et HTB** : aligner les critères de T0, les procédures, les délais et coûts pour garantir une équité entre projets.
- 1.2. **Simplifier et unifier les procédures HTA** : créer un processus unique tenant compte du caractère pilotable et flexible des stockeurs.
- 1.3. **Harmoniser les pratiques locales des GRD** : garantir une interprétation uniforme des DTR stockage et l'utilisation des outils digitaux (et non papiers).
- 1.4. **Réduire les délais de réponse et clarifier les interlocuteurs** : simplification interne avec un guichet unique RTE/GRD, et interlocuteur unique pour chaque projet HTA.

**2. Généraliser les offres de raccordement flexibles et ajuster les méthodes de dimensionnement :**

- 2.1. Sortir de la logique de "dimensionnement au pire cas" pour reconnaître le caractère pilotable des batteries. Cela passe impérativement par **l'introduction d'offres de raccordement à modulation de puissance en HTA** (similaires aux offres intelligentes HTB) et des études techniques qui reflètent l'usage réel des actifs pour éviter les coûts de renforcement injustifiés.

**3. Assainir les files d'attente et sécuriser la visibilité sur les capacités d'accueil :**

- 3.1. **Gérer les files d'attente et purger les projets fantômes** : Mettre en place des mécanismes pour filtrer les projets fantômes afin de libérer des capacités.
- 3.2. **Améliorer la transparence des données réseau HTA et HTB** : mettre à disposition de données fiables et actualisées, reflétant l'état réel du réseau, pour permettre un travail efficace des stockeurs HTA et HTB.
- 3.3. **Créer un cadre dédié au stockage à l'instar du S3REnR** : Réserver des capacités spécifiques sur le réseau pour les projets stockages HTA et HTB séparément, et améliorer les prévisions de raccordement ainsi que la planification des futurs travaux.

**4. Réviser le cadre tarifaire : (I)**

- 4.1. Adapter le TURPE 7 pour introduire des coefficients incitatifs HTA dans le Turpe 7.

Nous nous tenons à votre entière disposition pour aborder ces points plus en détails avec vos services.

TERR.A

Olivier Aymard  
Directecteur Général



INGRID

Daniel Zidén  
Business Development Manager



WATTMEN

Jean-Marc GUENEE  
Directeur Général



GREENVOLT NEXT  
Tiago BRAGA DA CRUZ  
Country Manager France



A Nantes le 07/01/2026

ENERDIGIT

Pierre CHAMPEIX  
Responsable Projets Stockage

